

Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (SCP 319.02)

Convention collective de travail du 23 avril 2009.

Instauration de dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle, dénommé « Plan Tandem VI ».

PREAMBULE

Vu P « accord relatif au plan tandem bruxellois », ci-annexé, du 17 mars 2009, conclu entre le Ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française (COCOF), chargée de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs, il est convenu ce qui suit.

CHAPITRES. - Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services qui ressortissent à la SCP 319.02 agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire française et dépendant du Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

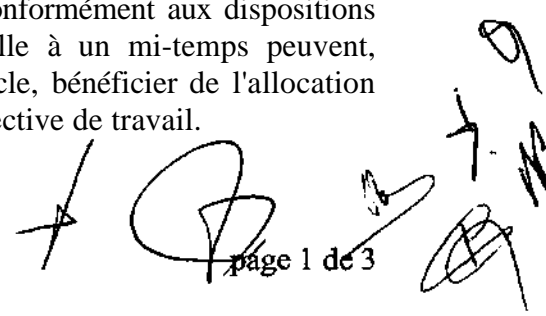
Art. 2. Par « travailleurs » on entend :

- les ouvrières et ouvriers,
- les employées et employés.

Art. 3. Pour l'application de la présente convention, il faut entendre par « dispositions relatives au crédit-temps » : le système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps instauré par la convention collective de travail n° *llbis*, conclue au sein du Conseil national du travail.

CHAPITRE II - Conditions

Art. 4. § 1^{er}. Les travailleurs de 50 ans ou plus qui, conformément aux dispositions relatives au crédit-temps, réduisent leur activité professionnelle à un mi-temps peuvent, moyennant le respect des conditions fixées dans le présent article, bénéficier de l'allocation complémentaire visée à l'article 7 de la présente convention collective de travail.



Y

En dérogation à la CCT du 4/12/2001 sur la réduction du temps de travail en fin de carrière, dans le cadre du plan tandem, le temps plein est fixé à 37h semaine. Par conséquent, le travailleur de 50 ans qui prestait 34h semaine en temps plein avant de faire le choix du plan tandem, prestera 18h30 une fois entré dans le plan tandem.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier de l'allocation complémentaire visée à l'article 7, le travailleur doit :

- être âgé de 50 ans ou plus,
- être au maximum de son ancienneté barémique de la sous-commission paritaire,
- être occupé au moins aux trois quarts d'un temps plein,
- bénéficier d'une allocation octroyée dans le cadre des dispositions relatives au crédit-temps.

Art. 5. Pour pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 4, les travailleurs visés doivent introduire une demande par écrit à leur employeur. Cette demande doit être introduite au moins 3 mois avant la date effective de la réduction des prestations.

Art. 6. Le travailleur qui a interrompu son crédit-temps et qui est revenu à son volume de travail initial et qui ultérieurement, réduit à nouveau son temps de travail, conformément aux dispositions relatives au crédit-temps, ne bénéficie plus de l'allocation complémentaire visée à l'article 7.

CHAPITRE III. - Dispositions financières

Art. 7. Le travailleur qui réduit ses prestations conformément à l'article 4 de la présente convention collective de travail conserve ses avantages barémiques conventionnels et perçoit son salaire en fonction de ses prestations.

Le travailleur perçoit l'indemnité crédit-temps à charge de l'ONEM et en outre, il bénéficie d'une allocation complémentaire versée par le fonds social « Old Timer » (organisé par la convention collective de travail du 7 janvier 2003, modifiée par les conventions collectives de travail des 13 janvier 2004, 11 mai 2004 et 26 février 2009).

Art. 8. Le fonds social « Old Timer » détermine le montant de l'allocation complémentaire versée au travailleur, avec un minimum de 80% du salaire brut actualisé, ainsi que le montant variable de la cotisation mensuelle versée par l'employeur au fonds.

CHAPITRE IV. - Obligation de remplacement

Art. 9. Les partenaires sociaux sont soucieux de maintenir la qualité du service et de ne pas alourdir la charge de travail.

A cette fin, les employeurs s'engagent, pour le volume d'emplois subsidiés et/ou financés et/ou rendus obligatoires par les pouvoirs publics, à procéder aux remplacements nécessaires pour maintenir globalement et en moyenne le volume de l'emploi durant la période subsidiée. Ce remplacement se fera au minimum, via des engagements avec un maximum de 5 ans d'ancienneté subsidié par la réduction du temps de travail, au prorata de la réduction prévue à l'article 4. § 1^{er}, avec une priorité pour l'augmentation du temps de travail des travailleurs à temps partiels.

L'obligation de remplacement est rencontrée quand, sur une année civile, les travailleurs remplaçants sont engagés sous contrat de travail ouvrier ou employé pour un volume total d'heures au moins égal au volume total d'heures que les travailleurs visés à l'article 4 ne prestant plus du fait qu'ils ont réduit leurs prestations.

Pour ce faire, les employeurs associeront étroitement les travailleurs à la politique prévisionnelle de l'emploi en procédant à une consultation trimestrielle du conseil d'entreprise ou, à défaut de conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut de comité pour la prévention et la protection au travail, à la délégation syndicale. La CCT n°35 sera mise en œuvre. Priorité sera également donnée aux travailleurs en place engagés dans l'institution dans le cadre de la réduction du temps de travail (fonds BEC).

Toutefois, pour la part d'emplois non-subsidiés et/ou financés par les pouvoirs publics, s'il n'y a pas de remplacement, une argumentation écrite doit être donnée au conseil d'entreprise ou, à défaut de conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut de comité pour la prévention et la protection au travail, à la délégation syndicale.

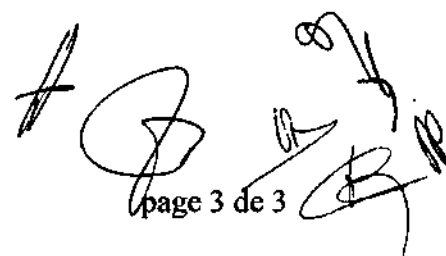
CHAPITRE V. - Dispositions finales

Art. 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 23 avril 2009 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle sera revue automatiquement si la convention collective de travail n° *Ilbis* ou la législation qui s'y rapporte est modifiée.

Elle sera évaluée dans tous ses aspects au 31 décembre 2009, puis tous les deux ans.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.



**Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -
diensten van de Franse Gemeenschap, het Waaise Gewest en de Duitstalige
Gemeenschap**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009

**Invoering van de bepalingen betreffende de eindloopbaanregeling, «Plan
Tandem VI» genaamd**

Préambule

Gezien het Akkoord betreffende het Brussels «Plan Tandem» van 17 maart 2009, in bijlage, dat werd gesloten tussen de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid, lid van het «Collège de la Commission communautaire française» (COCOF), en de vertegenwoordigers van de werknemers en de inrichtende machten, werd overeengekomen wat volgt:

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het PSC 319.02 en die erkend en/of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschappen en van de «Service bruxellois francophone des personnes handicapées» afhangen.

Artikel 2. Onder werknemers verstaat men:

- - het mannelijk en vrouwelijk arbeiderspersoneel;
- - het mannelijk en vrouwelijk bediendepersoneel.

Artikel 3. Voor de toepassing van deze overeenkomst moet onder «bepalingen betreffende het tijdskrediet» verstaan worden: het systeem van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tót een haiftijdse betrekking, ingevoerd door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Hoofdstuk II - Voorwaarden

Artikel 4. § 1. De werknemers van 50 jaar of ouder die hun beroepsactiviteit overeenkomstig de bepalingen betreffende het tijdskrediet deeltijds verminderen,

hebben, mits aan de voorwaarden in dit artikel voldaan is, recht op de in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde aanvullende vergoeding. In afwijking van de CAO van 4/12/2001 betreffende de arbeidstijdvermindering in verband met het loopbaaneinde in het raam van het «Plan Tandem» wordt een voltijdse werkweek bepaald op 37 uur. Bijgevolg zal de vijftigjarige werknemer die, voor hij voor het «Plan Tandem» koos, voltijds 34 uur per week werkte, 18.30 uur per week werken zodra hij in het «Plan Tandem» stapt.

§ 2. Om op de in artikel 7 bedoelde aanvullende vergoeding recht te hebben moet de werknemer:

- de leeftijd van 50 of ouder bereikt hebben;
- op het maximum zitten van zijn loonschaalanciënniteit in het paritair subcomité;
- ten minste driekwart van een voltijdse betrekking tewerkgesteld zijn;
- recht hebben op een in het kader van de bepalingen betreffende het tijdskrediet toegekende uitkering.

Artikel 5. Om de bepalingen van artikel 4 te kunnen genieten, moeten de bedoelde werknemers een schriftelijke aanvraag indienen bij hun werkgever. Deze aanvraag moet worden ingediend ten minste 3 maanden voor de effectieve begindatum van de vermindering van prestaties.

Artikel 6. De werknemer die zijn tijdskrediet heeft onderbroken en zijn oorspronkelijk arbeidsvolume terug opneemt, en die later zijn arbeidstijd opnieuw vermindert in het raam van de bepalingen betreffende het tijdskrediet, heeft geen recht meer op de in artikel 7 bedoelde aanvullende vergoeding.

Hoofdstuk III - Financiële bepalingen

Artikel 7. De werknemer die zijn prestaties overeenkomstig artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst vermindert, behoudt zijn conventionele loonschaalvoordelen en ontvangt zijn loon naargelang zijn prestaties.

De werknemer ontvangt de tijdskredietvergoeding ten laste van de ONEm en bovendien een aanvullende vergoeding die gestort wordt door het «Old Timer» Sociaal Fonds (georganiseerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 13 januari 2004, 11 mei 2004 en 26 februari 2009).

Artikel 8. Het «Old Timer» Sociaal Fonds stelt het bedrag vast van de aanvullende vergoeding die uitbetaald wordt aan de werknemer, met een minimum van 80 % van

9

het geactualiseerd brutoloon, evenals het veranderlijk bedrag van de maandelijkse vergoeding die door de werkgever aan het Fonds wordt gestort.

Hoofdstuk IV - Vervangingsplicht

Artikel 9. De sociale partners zijn bezorgd om het behoud van de kwaliteit van de dienst en willen de werkdruk niet verzwaren.

Daarom verbinden de werkgevers zich ertoe om, voor het volume aan door de overheid gesubsidieerde en/of gefinancierde en/of opgelegde arbeidsplaatsen, te voorzien in de nodige vervangingen om globaal en gemiddeld het tewerkstellingsvolume te behouden tijdens de gesubsidieerde période. Deze vervanging zal minstens evenredig met de in artikel 4 § 1. bepaalde vermindering gebeuren door aanwervingen met een maximum van 5 jaar anciënniteit en gesubsidieerd door de arbeidstijdvermindering, met voorrang voor de verhoging van de arbeidstijd van de deeltijdse werknemers.

Er is aan de vervangingsplicht voldaan wanneer, over een kalenderjaar, de plaatsvervangende werknemers aangeworven worden met een arbeiders- of bediendecontract voor een totaal uurvolume dat ten minste gelijk is aan het totale uurvolume dat de in artikel 4 bedoelde werknemers niet meer presteren omwille van de vermindering van hun arbeidsprestaties.

Hiervoor zullen de werkgevers de werknemers direct betrekken bij het tewerkstellingsprognosebeleid door driemaandelijks de ondememingsraad te raadplegen of, bij gebreke van een ondememingsraad, het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke van een Comité voor preventie en bescherming op het werk, de vakbondsafvaardiging. CAO nr. 35 zal in werking gesteld worden. Er zal ook voorrang gegeven worden aan de reeds in dienst zijnde werknemers die in de instelling tewerkgesteld zijn in het raam van de arbeidstijdvermindering (BEC-fonds).

Als er echter geen vervanging is voor het gedeelte van de arbeidsplaatsen dat niet gesubsidieerd en/of gefinancierd wordt door de overheid, moet dat schriftelijk gemotiveerd worden aan de ondememingsraad of, bij gebreke van een ondememingsraad aan het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke van een Comité voor preventie en bescherming op het werk, aan de vakbondsafvaardiging.

Hoofdstuk V- Slotbepalingen

Artikel 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 23 april 2009. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ø

Zij zal automatisch herzien worden als de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis of de desbetreffende wetgeving wordt gewijzigd.

Zij zal in al haar aspecten geëvalueerd worden op 31 december 2009 en daarna om de twee jaar.

Zij kan door een van de ondertekenende partijen worden opgezegd per aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en - diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd.

